

«L'athéisme est une négation de Dieu, et par cette négation, il pose l'existence de l'homme». Karl Marx

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

## Les marchés montent, les inégalités aussi!



Juste un an après le krach boursier de l'automne 2008, la santé du capitalisme mondial semble en voie d'une bonne convalescence, voire en récupération. Les échanges sur les marchés repartent de l'avant; l'immobilier, en particulier aux États-Unis et en Grande-Bretagne, donne des signes de stabilisation, tout comme le déstockage dans les grandes entreprises ou le commerce international. L'OCDE prédit même une croissance plus précoce que prévu dans sa zone de compétence. Tout commence donc à se profiler sous des tonalités roses pour les financiers, pour les visiteurs de paradis fiscaux, au point que les timides mesures préventives prises par le G-20 de Londres semblent ne plus être d'actualité. On est en train de passer du faussement véhément «plus jamais ça» de Sarkozy au «business as usual», à en croire les comportements récents des banques et de leurs traders. Irrationalité

extrême, voire criminelle, si l'on songe au fait que les réserves monétaires sont épuisées, que les dettes publiques dépassent partout de plus de 100 % le PIB des pays encore dits «riches», que les déficits publics se moquent allégrement des critères de Maastricht. Dans le cas – probable – d'une nouvelle rechute, jamais les États ne seront à nouveau en mesure de faire face.

De l'autre côté du comptoir, la situation des victimes de ces prédateurs ne cesse de s'aggraver. Selon un récent article du *Monde*, 12,5 millions d'enfants ne mangent pas à leur faim aux États-Unis. Sur le plan du chômage, les pays attachés aux merveilleuses qualités régulatrices de «la main invisible du marché» présentent un bilan désastreux. Ainsi, le taux de chômage dans la zone OCDE (les 30 principales économies du monde) tourne actuellement autour de

1€

Septembre  
Octobre 2009 - N° 29

L'invité du DR

**Nico CUÉ:**  
Casser la logique  
de la classe dirigeante

**Lutte**  
**Bridgestone:**  
«L'enfer à Frameries!»

**Social**  
**La Poste:**  
La déglingue  
s'accélère!

**Amérique latine**  
**Honduras:**  
Avertissement pour  
la région?

**Washington**  
accroît sa présence  
militaire

9 % de la population active, c'est-à-dire un taux supérieur d'environ 2,5 points à celui de l'été précédent. Dans la zone euro, le taux de chômage approche 10 %, supérieur de 2 points à celui de juillet 2008.

Dans ce contexte, le syndicalisme belge, et la FGTB en particulier, devra bien préciser ses choix; elle devra en effet nous expliquer la cohérence entre une prise de conscience si clairement exprimée dans ses banderoles de bataille et selon laquelle «le capitalisme nuit gravement à la santé», et les risques de compromission politique manifestés au moment des élections par son soutien au Parti socialiste. Soutien qu'on peut comprendre eu égard au risque de triomphe du MR, mais qui ne doit pas nous faire oublier que le PS est largement co-responsable des mesures nuisibles condamnées dans ces banderoles •

# Nico Cué,

*Secrétaire national de la Centrale FGTB des Métallos*

## Casser la logique infernale de la classe dirigeante

Syndicaliste de combat connu pour la clarté de ses convictions et la détermination de ses engagements, Nico Cué, *Secrétaire national de la Centrale des Métallurgistes Wallons de la FGTB*, ne conçoit pas la lutte syndicale sans une définition préalable du contexte et des protagonistes en place. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à dire que ce que nous vivons actuellement n'est que la manifestation même de la perversité du système capitaliste, et que les gestionnaires de ce système restent prompts à continuer leurs activités prédatrices. D'où l'urgence de l'unité des travailleurs dans les luttes à venir, alors que le patronnat cherchera toujours à faire subir les conséquences de la crise aux travailleurs. **Le Drapeau Rouge s'honore de l'avoir comme invité.**

**Le Drapeau Rouge :** L'économie belge et mondiale vit dans une rare irrationalité; la productivité ne cesse d'augmenter suivant les innovations technologiques, mais le profit qui en résulte ne va ni à l'investissement ni, surtout, à la rémunération du travail. Elle vise essentiellement à assurer la rentabilité des nouveaux actionnariats et/ou à la spéculation boursière. Que vous inspire ce scénario ?

**Nico Cué :** Nous assistons effectivement depuis le début des années 80 à une diminution constante des salaires par rapport à la richesse créée (par les travailleurs), alors que les revenus du



capital, eux, ne cessent de croître. Et ces profits ne sont pas réinvestis dans l'économie réelle.

Si on prend l'exemple du Métal en Wallonie et à Bruxelles, les entreprises ont généré des bénéfices énormes avant la crise, et on observe par exemple qu'en 2005, les actionnaires se sont réparti 91,2 % des bénéfices générés grâce aux travailleurs. En 2007, ce taux atteignait encore 42,8 %.

L'exemple des banques est également édifiant. Sur le déficit de 20 ou 25 milliards d'euros de l'État fédéral, 15 milliards sont à imputer aux aides publiques affectées aux banques. Aujourd'hui qu'elles renouent avec les bénéfices, alors que les travailleurs crèvent, pourquoi ne pas récupérer ce qui revient de droit à la collectivité ?

**DR :** Prenons un cas précis : *Electrabel-Suez n'a rien payé comme impôt des sociétés pour l'exercice 2008 ;*

*pourtant, elle a distribué 6 milliards d'euros à ses actionnaires et, comble de culot, retouché 94 millions de crédit d'impôt. Tout ceci ne l'empêche pas d'envisager d'augmenter encore les prix que les ménages devront payer pour la consommation d'électricité...*

**NC :** Monsieur Reynders et ses comparses libéraux sont largement responsables des déficits de l'État fédéral et de la sécurité sociale. Les réductions de cotisations sociales atteignent aujourd'hui un rythme annuel de 7 milliards d'euros, qui ne créent pas d'emplois, appauvrissent la Sécurité sociale et vont dans la poche des actionnaires.

En ce qui concerne l'impôt, les libéraux ont tour à tour mis en place des réformes fiscales supprimant les tranches d'imposition touchant les revenus les plus élevés, une déclaration libératoire pour les grosses fortunes égarées dans les paradis fiscaux, mais également le système des intérêts

notionnels, qui permet à certaines grosses entreprises comme *Suez* mais bien d'autres également d'éluider l'impôt. Une série de mécanismes étudiés pour les riches et qui tuent à petit feu les services publics. Or, les services publics demeurent un instrument de redistribution des richesses essentiel, que la MWB-FGTB défend sans relâche. L'État doit redevenir un acteur incontournable dans l'économie et assurer un rôle régulateur dans des secteurs essentiels qui touchent l'ensemble de la population, comme l'énergie.

**DR:** Quant aux banques, elles contiennent à bénéficier du comportement indécent des autorités belges et européennes. Comme le dénonce le professeur Paul de Grauwe dans *De Morgen*<sup>1</sup>, les banquiers ont été, avec la complicité de la Banque centrale européenne, les grands bénéficiaires de la «crise», tandis que l'État, donc les contribuables, devra payer la facture. Or l'État s'achemine vers une crise de solvabilité flagrante : dettes, dépenses en hausse (allocations de chômage, sécurité sociale, «plans de relance», participation aux aventures de l'OTAN...), recettes en baisse (cadeaux fiscaux, chute des rentrées des cotisations due à la morosité économique...); n'assistons-nous pas à un scénario de lutte de classes ouverte, puisque l'État devra se retourner contre l'épargne des travailleurs ?

**NC:** L'État fédéral a vidé les caisses alimentées par la collectivité pour permettre aux banques de renouer avec les bénéficiaires. Pour ce faire, il a lancé une campagne de propagande soigneusement préparée afin de conditionner et si possible obtenir le soutien ou, au moins, l'acceptation de la population et en particulier celle des salariés. Ainsi, des dizaines de milliards sont partis à sauvegarder le système bancaire, et ce, sans aucune contrepartie sérieuse, sans exiger ne fut-ce qu'une présence effective de l'État aux conseils d'administrations des banques ainsi financées. Ce sont donc des milliards qui ne rapporteront rien aux travailleurs et ne feront que combler les aberrations d'un système libéral qui ne profite qu'aux riches. Nous devons casser cette logique infernale et revenir à un système de redistribution des richesses juste et solidaire. Dans cette optique nous devons, nous, en tant que

travailleurs, exiger par exemple la création d'une grande banque publique avec l'argent récupéré de ces cadeaux offerts à ces banquiers gourmands lorsque la crise était menaçante. Devoir d'autant plus impératif que, maintenant, ce sont ces mêmes banquiers qui réalisent des bénéfices mirobolants. Récupération légitime, puisqu'il s'agit de l'argent des contribuables, de notre argent. Ce sont les travailleurs qui font tourner l'économie et qui en sont le moteur. Rendons leur ce qui leur revient de droit.

**DR:** Le syndicalisme belge a clairement opté en faveur du Parti socialiste lors des dernières élections. Qu'attendez-vous de l'actuel gouvernement et, en particulier, à propos des engagements dérivés de la Charte pour l'avenir de la sidérurgie wallonne signée en juin dernier ?

**NC:** Nous demeurons indépendants des partis, réaffirmant notre rôle de contre-pouvoir et développant nos propres lignes politiques. Des lignes qui émanent directement de notre base. Mais nous exprimons évidemment aux représentants des gouvernements nos visions sociétales, en rappelant quelles sont les priorités des travailleurs.

Dans ce cadre, la MWB-FGTB a demandé aux partis progressistes de s'engager à défendre l'industrie sidérurgique et les fabrications métalliques en Wallonie et à Bruxelles, en reconnaissant que ces secteurs s'inscrivaient comme la colonne vertébrale de nos régions. Le parti socialiste, mais également les partis Ecolo et CDH ont signé cette charte. Seul le MR a refusé. Les travailleurs en tirent les conclusions qui s'imposent.

**DR:** Pensez-vous que le risque existe que ces connivences, même relatives, avec le monde politique puisse dériver vers des complaisances vis-à-vis des mesures gouvernementales dites de «crise» et constituer ainsi un facteur de modération des luttes ?

**NC:** En ce qui concerne les Métallos wallons et bruxellois de la FGTB, il n'y a aucun risque de complaisance vis-à-vis de politiques qui iraient à l'encontre des intérêts des travailleurs. Nous sommes une organisation qui se bat pour transformer la société. Nous avons été les plus virulents dans l'opposition

contre le pacte «anti-génération», dont les effets dévastateurs se marquent aujourd'hui cruellement au sein des travailleurs. Nous nous battons contre toute mesure anti-sociale qui serait imposée aux travailleurs, qui n'ont pas à subir des politiques de rigueur ou d'austérité dues aux aberrations du système capitaliste.

**DR:** Dans votre dernier édito dans le journal *Syndicats* de la FGTB, vous dénoncez la préparation d'un «hold-up», ce sont vos termes, de la part du patronat. Lors d'une intervention précédente vous avez parlé de l'urgence de «déconditionner». Pouvez-vous nous expliquer le sens de ces expressions ?

**NC:** Collectiviser les pertes et privatiser les profits, voilà la logique de ceux qui sont à la base de la crise et qui voudraient continuer à vider les poches des travailleurs. Le renflouement des banques par l'État en est une illustration, mais les techniques libérales pour appauvrir les travailleurs tout en les culpabilisant sont nombreuses. Parmi celles-ci, les politiques d'activation sanctionnant des chômeurs qui ne trouvent pas d'emploi, alors que nous manquons cruellement d'emplois dans nos régions. Mais aussi le détricotage de la sécurité sociale qui nuit gravement aux intérêts des travailleurs. Vouloir sacrifier notre premier pilier de pension, seul système solidaire par répartition, sous prétexte qu'il ne sera plus possible de payer les pensions de demain, fait partie de cette vision libérale de l'économie qui ne défend que les intérêts de certains. Le système solidaire de pensions par répartition assurant des pensions décentes aux travailleurs est tout à fait possible, mais il faut la volonté politique d'y parvenir. Mettre en place des mécanismes favorables à la création d'emplois, stopper les cadeaux fiscaux aux patrons et les réductions de cotisations sociales, taxer le capital, voilà les mesures à prendre pour assurer le financement des pensions. Mais nous devons tous en être convaincus et commencer par refuser cette pensée unique, ce conditionnement, qui nous impose ses choix, leurs choix.

Propos recueillis par  
**PABLO RODRIGUEZ**

<sup>1</sup> De Morgen, 22 août 2009.

# Bridgestone: «L'enfer s'est produit à Frameries»!

**Retour sur un conflit social qui a marqué l'été, et sur les leçons qu'il convient d'en tirer.**

Le 11 juin, l'entreprise *Bridgestone Aircraft Tires* de Frameries, spécialisée dans le rechapage de pneus d'avions, décide de licencier brutalement huit travailleurs du département «Magasins pneus», parmi lesquels le délégué principal FGTB Maurice Delannoy, pour cause de délocalisation de cette activité à Zeebrugge. Annoncé le 27 mai par la direction, le transfert du stock de pneus à Zeebrugge avait déjà eu lieu dès le 2 juin, mettant les travailleurs devant le fait accompli. Or, *Bridgestone Aircraft Tires* est une entreprise très florissante, comme en témoigne la croissance de son chiffre d'affaires, ainsi que les bénéfices spécifiques du site de Frameries, qui ont quasiment doublé entre 2007 et 2008. Le 11 juin, huit travailleurs du magasin pneus sont obligés, sans même que leur C4 leur ait été envoyé, de rendre leur badge d'accès. Immédiatement, les travailleurs de l'entreprise partent en grève et, le 12 dès le matin, retiennent les membres de la direction dans les bâtiments du site de Frameries. Il n'en faut pas plus pour que les patrons et les politiques qui leur sont inféodés hurlent leur indignation. Ainsi, *Essenscia*, la Fédération des Industries chimiques et des sciences de la vie, à laquelle *Bridgestone Aircraft Tires* est affiliée, produit-elle, le 15 juin, un communiqué affirmant que «l'enfer s'est produit à Frameries»! Par cette expression, *Essenscia* ne décrit naturellement pas le triste sort réservé aux travailleurs licenciés, mais le fait que des membres de la direction ont été «séquestrés» et que leurs voitures ont été endommagées.

Agitant comme toujours le spectre des pertes d'emplois, la Fédération prévient les travailleurs que «de telles pratiques sont néfastes pour l'image de notre pays auprès de groupes internationaux ou d'investisseurs potentiels, en particulier pendant la période de crise actuelle». Le 26 juin, la députée MR Jacqueline Galant interpelle Joëlle Milquet, ministre



de l'Emploi, estimant qu'*«il conviendrait de ramener les travailleurs à la raison»* et lui exprime toute sa compassion envers les patrons «opprimés» par les travailleurs grévistes: *«Je peux vous dire que la direction est démoralisée en raison de la violence et de l'agressivité dont il est fait preuve à son égard»...*



Pendant près d'un mois, la situation reste figée, direction et travailleurs campant sur leurs positions. Le 22 juillet, les négociations reprennent, en présence d'un conciliateur social désigné par la ministre de l'Emploi. Les propositions de la direction, comprenant le reclassement des travailleurs licenciés dans des entreprises de la région, mais pas chez *Bridgestone*, sont refusées par le personnel, à une forte majorité. Le 5 août enfin, syndicat et patrons arrivent à un projet d'accord, accepté par la base le 7 août, avec une courte majorité (57%). Les travailleurs ne sont finalement pas réintégrés mais reclassés dans d'autres

entreprises. En outre, la convention collective connaît quelques améliorations au profit des travailleurs de l'entreprise. Quant au délégué syndical licencié, il est lui aussi reclassé, mais perd son mandat...

La longue grève des travailleurs de *Bridgestone Aircraft Tires* s'achève donc sur un demi-succès ou un demi-échec. Malgré leur courage et leur ténacité, les travailleurs victimes de la violence économique sont sans cesse confrontés à la pugnacité d'un patronat qui use avec dextérité des chantages à l'emploi et à la délocalisation, ainsi qu'aux relais dont les patrons disposent au niveau politique. En outre, dans le cas de l'entreprise de Frameries, se pose, comme souvent, le problème de l'accès à l'interlocuteur avec lequel négocier. *Bridgestone Aircraft Tires Europe* dépend (comme les entreprises sœurs des États-Unis et d'Asie) de la multinationale *Bridgestone Corporation*, basée à Tokyo. Dans ses plaidoyers en faveur de la direction de l'entreprise de Frameries, la députée Galant a dès lors pu brandir l'image de l'«observateur japonais», suivant «les événements sans intervenir», pour déplorer la mauvaise image de la région que ce conflit risquait de créer aux yeux des tout puissants investisseurs...

**LUC DELVAUX**

# Poste: La déglingue s'accélère!

**Ces dernières semaines, un mouvement citoyen médiatisé<sup>1</sup> a vu le jour afin de contester la fermeture du dernier bureau de poste de Louvain-la-Neuve, une ville étudiante de plus de 20.000 habitants.**

**Si l'activisme du mouvement néo-louvaniste a permis que l'on reparle un peu de l'évolution et des choix de la poste belge, l'issue actuelle de la bataille engagée est très décevante.**

Comme pour les précédents combats (Thiers à Liège, Gand, Mons, Cointe, Saint-Gilles,...), la direction de la Poste s'est montrée sourde et inflexible. Elle entend réaliser des économies par tous les moyens. Tous les moyens, y compris en faisant pression sur le monde politique et en réclamant des astreintes financières via la justice afin que l'on expulse rapidement les citoyens qui, par leur action, mettent en lumière le juste mécontentement de la population<sup>2</sup>. C'est ce qui s'est produit le 2 septembre dans la cité étudiante.

Pourtant, de l'aveu même des dirigeants actuels de la Poste, la fermeture des 600 bureaux actuellement en voie de finalisation permettra d'économiser à peine 75 millions d'euros par an. C'est bien moins que les bénéfices actuels de la Poste et une paille au regard des 900 millions d'euros de «caisse» que les dirigeants souhaitent distribuer aux propriétaires.

Nous avons déjà dénoncé à plusieurs reprises, la logique ultralibérale de l'UE, et plus spécifiquement la libéralisation de nombreux secteurs tels le secteur postal. C'est là un choix dangereux et absurde porté au niveau européen par nos dirigeants politiques nationaux.

Mais, dès le début, nous avons pointé également le rôle majeur de la privatisation de la Poste en 2005. Nous avons dénoncé le choix du partenaire privé (à hauteur de 25%), le fond d'investissement britannique CVC Capital Partners. Pour rappel, CVC est spécialisé dans la restructuration des entreprises publiques et avait déjà à son actif de nombreux «bains de sang sociaux» qui auraient dû conduire au veto d'Elio di Rupo et des socialistes. Il n'en fut rien.

Dès la vente en 2005, le gouvernement a tenu à mettre en avant la présence de la poste danoise (25%), présentée comme un modèle, «oubliant» de signaler que CVC était son premier actionnaire privé et devenait de facto, le véritable nouveau patron de la poste belge. Depuis, CVC, qui a placé à la tête de la Poste, Johnny Thijs, un de ses «anciens»<sup>3</sup> conseillers, a donné le la des restructurations de l'entreprise. La Poste ferme progressivement la moitié de ses bureaux, supprime chaque année 1500 «équivalents temps-plein» et remplace progressivement les facteurs par des distributeurs au statut précaire. Toutes évolutions qui sont autorisées par le contrat de gestion actuel derrière lequel se réfugie la direction.

Il y a deux mois, CVC est discrètement monté à 50% dans le capital de la Poste, témoignant très concrètement de sa «prise en main» d'un des plus grands employeurs (ex-)publics belges.

Sans changement de cap, l'avenir est bien sombre et la déglingue du service postal va se poursuivre. Alors que se profile le nouveau contrat de gestion de la Poste ainsi que le vote du Parlement fixant les conditions d'applications de la libéralisation du secteur postal, dans une carte blanche parue dans le journal *Le Soir* le 4 septembre, je réclamaï, en compagnie d'autres signataires, deux changements cruciaux en ces termes: «Premièrement, nous

*devons réclamer la sortie du fond d'investissement CVC du capital de la Poste et le retour à une poste 100% publique, axée sur le service à la population et non sur le profit.*

*Deuxièmement, nous devons exiger une refonte complète des conditions de la libéralisation telles qu'annoncées par le ministre Van Quickenborne et validées fin 2008 par le gouvernement Leterme démissionnaire. Celles-ci font la part belle aux concurrents de la Poste désireux de lui disputer les secteurs rentables du marché et risquent d'accélérer la dégradation du service rendu à la population et des conditions de travail des travailleurs du secteur». Nous ajoutons: «Parallèlement, le contrat de gestion doit être totalement refondu afin de correspondre aux missions de service public de l'opérateur postal. Notamment, le critère absurde qui réduit le nombre de bureaux de poste à un seul bureau par commune doit être revu. Une étude d'Eurostat pointait déjà fin 2007 le manque de bureaux de poste en Belgique. Depuis, de nombreux autres ont été fermés. Le retour à un minimum de 1200 bureaux de poste offrant un service bancaire est nécessaire».*

Ces changements de cap sont vitaux si nous voulons préserver un service postal de qualité et sauver, via notamment la Banque de la Poste, un service bancaire de proximité (important notamment pour les personnes âgées et les plus modestes).

**PIERRE EYBEN**

<sup>1</sup> Beaucoup d'autres ont existé mais sans avoir toujours le même succès médiatique.

<sup>2</sup> Quand on sait que la direction de la Poste a oublié de signifier à temps son renon et devra payer pendant encore 3 ans le loyer du bureau de Louvain-la-Neuve, on se demande qu'elle urgence il y avait à cette expulsion.

<sup>3</sup> On a récemment appris que Johnny Thijs continuait à aider gracieusement CVC pour certaines missions.

Rendez-vous sur le site

[www.particommuniste.be](http://www.particommuniste.be)

# Nouvelle grosse restructuration à l'AMP

Une première restructuration a secoué l'Agence et Messageries de la Presse (AMP) en 1993, suite au départ d'un gros éditeur, la TUM (éditant notamment *Téléoustique* et *Humo*). Il a fallu près d'un an de discussions entre les syndicats et le patronat pour aboutir à une convention signée par le seul SETCa en juin 1993. L'accord comprenait le départ volontaire de travailleurs, avec des indemnités calculées sur la moyenne des deux grilles de licenciement existant en Belgique (grilles *Claeys* et *Major*) et rehaussées de 35%. L'accord incluait également un pouvoir important de contrôle par les organisations syndicales. Environ 150 travailleurs volontaires ont quitté l'entreprise.

Ce départ de la TUM ne concernait qu'un certain nombre de titres. Au bout de quelques mois, ces titres sont revenus dans leur totalité à l'AMP, ainsi qu'une partie du personnel de l'entreprise de distribution que la TUM avait créée pour remplacer l'AMP.

La CSC était très minoritaire. Elle n'avait pas voulu signer la convention et avait très fortement critiqué le fait que celle-ci se basait sur un départ volontaire. Dans ses attaques, la CSC allait jusqu'à dire que ce départ de la TUM avait été organisé délibérément avec la direction de l'AMP pour rouler les travailleurs.

La direction de l'AMP, comme tout un patron, impose des mouvements du personnel suite aux disparitions de postes de travail dues aux nouvelles technologies et suite à leurs divers choix stratégiques. Pour le syndicat, le seul choix consiste à protéger la sécurité d'emploi et à ne permettre que les départs de ceux et celles qui étaient sûrs d'avoir un autre job.

En 2009, seize ans plus tard, la direction décide de supprimer le département «Livres» suite aux pertes importantes de ce secteur. Elle lance la procédure *Renault*.

Les choix faits par le SETCa restent les mêmes qu'en 1993 : examiner toutes les pistes possibles de départs volontaires. Le SETCa n'a pas voulu se bagarrer à tout prix contre la perte de ce département. Pourtant, ce n'est pas de gaité de cœur



que les délégués voient disparaître l'emploi. Mais à l'heure actuelle, il est presque impossible de faire reculer une direction qui a choisi de supprimer un secteur connaissant de grandes pertes. D'autant plus que l'AMP n'est plus LA grande entreprise belge, mais une petite filiale de la grande multinationale française *Lagardère*.

Un accord a été signé par la FGTB et par la CSC. Il inclut :

- ☒ la prépension volontaire à partir de 55 ans sur base de 80 % du salaire mensuel x 14.92 : 12 ;
- ☒ le départ de volontaires de moins de 55 ans avec une indemnité calculée sur base de la «grille *Claeys*» + une prime de 500 euros par année d'ancienneté avec un maximum de 25 ans ;
- ☒ la non prestation du préavis ;
- ☒ l'extension de ces propositions à l'ensemble du personnel de l'AMP Belgique et pas aux seuls travailleurs du département «Livres».

106 travailleurs se sont engagés dans cette procédure. Tous des volontaires, sauf peut-être quelques cadres qui ont accepté de se laisser pousser dehors

et n'ont pas voulu utiliser la force syndicale. En gros, on peut dire que c'est un «bon» accord, parce que les travailleurs n'ont pas été jetés comme on jette un mouchoir usé. Mais il n'est pas satisfaisant non plus !

La situation à l'AMP est assez exemplaire des difficiles conditions dans lesquelles les travailleurs doivent se battre aujourd'hui. Les patrons ont profité de «la crise» pour lancer une restructuration décidée depuis longtemps. Les travailleurs de l'AMP ont perdu une bonne partie de leur force de frappe en étant intégrés à un groupe capitaliste international aux activités très diversifiées et avec des sites de travail très dispersés en Europe. Bien qu'il existe un Comité d'entreprise européen, l'organisation syndicale est restée très régionaliste et n'a pas une politique européenne commune pour faire face au grand patronat. Et sur le plan belge, on devrait mettre toutes nos forces ensemble, dans toutes les entreprises, pour empêcher tout licenciement et pour partager le travail existant entre tous les travailleurs.

**ÉDOUARD DEPRY**

Ancien délégué principal AMP

# La cogestion supprime la démocratie

La CGSP-Enseignement fut le fer de lance des combats des enseignants. Mais, embarquée depuis le début des années '90 dans la cogestion par la grâce de Di Rupo, elle s'éteint de plus en plus. Le statut de 1969 prévoyait la publication au *Moniteur* des places vacantes dans l'enseignement, à la portée de tout un chacun. À présent, ces listes ne sont plus l'apanage que de quelques-uns: les membres des commissions zonales, commissions paritaires, qui proposent les désignations au Ministre. Il est rare que ce dernier ne suive pas l'avis émis. Chaque année, des ajustements sont nécessaires, cela reste du domaine syndical. Les recours en justice sont difficiles. Et voilà que Dominique Simonet en rajoute une couche: pour dépolitiser le tout, elle enlève la décision finale au Ministre pour la confier à une cellule rendue «pluraliste» par la présence de deux représentants de chacun des trois syndicats. Pluraliste et non paritaire...

Jamais l'organisation syndicale n'a remis en cause cette cogestion. Visiblement, ce pouvoir lui convient.

Les derniers avatars des délégués syndicaux CGSP-Bruxelles à la commission zonale sont malheureusement symptomatiques. Nos délégués étaient de vrais syndicalistes, démocrates, respectueux des membres et très compétents. En bons syndicalistes, ils dénonçaient toutes les dérives syndicales. En avril, le *Moniteur* venait de les confirmer dans leur fonction quand, à la réunion qui suivit cette publication, le Président de la Commission (lui-même membre de notre organisation) ouvrit la séance par la lecture d'une lettre émanant d'un responsable communautaire qui les destituait de leur fonction et les remplaçait par les délégués «nouvelle formule», ceux que le pouvoir paye.

Cela n'a pas raté: une place a disparu de la liste d'une séance à l'autre et, comme par hasard, celui qui est lésé est un camarade à l'esprit critique qui déplaît à un préfet... syndiqué chez nous!

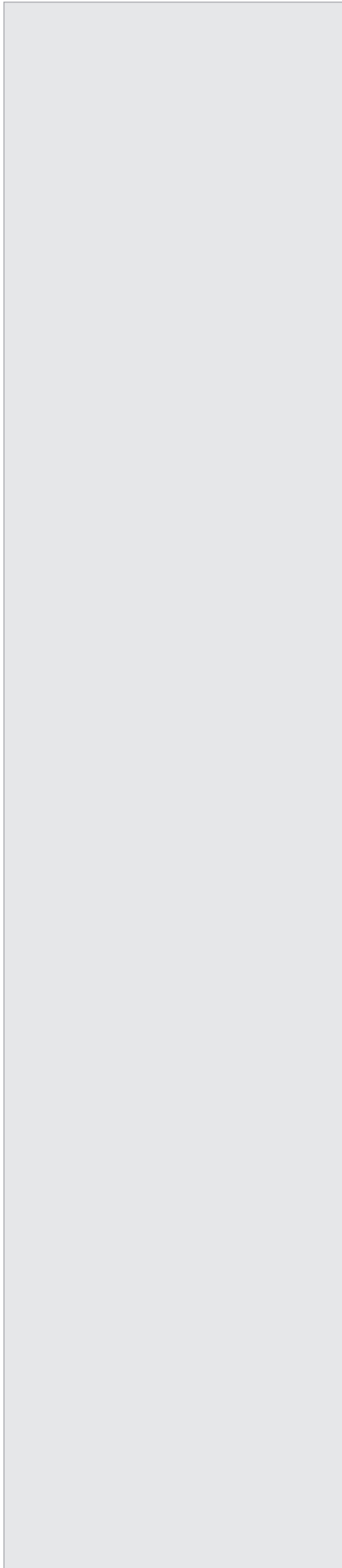
J'insiste sur la méthode. Les camarades sont mis devant le fait accompli en arrivant en séance. La direction syndicale n'a même pas pris la peine de les

prévenir. C'est un des exemples de la dérive antidémocratique d'une organisation syndicale qui évite de plus en plus les assemblées générales pour ne pas affronter la contradiction, les remplace par l'action individualisée, en «tuyaux d'orgues».

Ce jeudi 17 septembre, les enseignants ont clairement annoncé qu'il n'était pas question d'encre aggraver leurs conditions de travail. Mais, à Bruxelles, ils l'ont fait chacun dans leur établissement. Seront-ils condamnés à agir ainsi isolément face à cette attaque en règle du politique? En dépit des motions signalant la volonté de ne pas se laisser faire, notre régionale n'a prévu aucune assemblée générale. Elle se contente de réunir des délégués d'école qui s'en vont porter la bonne parole dans leur établissement.

La cogestion tue la démocratie, elle rend la syndicalisation pratiquement obligatoire et engendre un clientélisme peu favorable au combat.

**LOUISE GOTOVITCH**





# Coup d'État au Honduras : Un avertissement pour la région ?

**Plus de trois mois après le coup d'État, le gouvernement dictatorial se maintient en place au Honduras. Les condamnations de la communauté internationale et l'isolement diplomatique n'auront pas permis le retour du président constitutionnel Manuel Zelaya.**

**Mais qu'a bien pu faire cet homme, élu sur les listes d'un parti de droite (Parti libéral), pour en arriver là ?**

Dimanche 28 juin, Manuel Zelaya est réveillé en pleine nuit et sorti de force de sa résidence par des militaires. Embarqué dans un avion, il est envoyé vers le Costa Rica. Ce jour-là, une consultation populaire devait avoir lieu. Le président Zelaya voulait demander aux Honduriens si, oui ou non, ils étaient d'accord pour qu'un référendum soit organisé afin de convoquer une assemblée constituante.

En résumé, il s'agissait de faire voter la population pour savoir si elle était d'accord de voter pour une assemblée constituante lors du prochain scrutin, prévu en novembre. Cette assemblée constituante serait bien entendu chargée de rédiger une nouvelle constitution.

La constitution actuelle du Honduras date de 1982 et avait été rédigée sous l'œil bienveillant de l'administration Reagan qui utilisait alors le pays comme base arrière pour les *Contras*, ces milices contre-révolutionnaires financées et armées par les États-Unis (rappelez-vous *l'Irangate*, connu aussi comme le scandale *Iran-Contras*) qui combattaient le gouvernement sandiniste du Nicaragua voisin.

Le premier «pêché» de Manuel Zelaya n'est finalement autre que d'avoir voulu demander son avis au peuple. Cette initiative de réforme de la constitution a provoqué les foudres des médias. Leur campagne de dénigrement



était toute trouvée et avait des airs de déjà-vu : «Zelaya veut se perpétuer au pouvoir».

Le texte actuel ne permet qu'un seul mandat au Président de la République. Zelaya n'aurait donc de toute façon pas pu se représenter aux élections de novembre, vu qu'elles devaient se réaliser sous le régime constitutionnel en place. Cependant ces dernières années, des constituantes ont eu lieu dans d'autres pays du continent, plus précisément au Venezuela, en Équateur et en Bolivie.

## ALBA, l'axe du mal latino-américain ?

Il s'agit de pays avec lesquels le Honduras a accru sa coopération sous l'orientation de Zelaya. Celui-ci a en effet rejoint en 2008 l'**Alternative bolivarienne pour l'Amérique (ALBA)**, organisation créée en 2004 par Cuba et le Venezuela pour contrer l'influence de l'Aire de libre commerce des Amériques (ALCA, un projet de Washington). Aujourd'hui l'ALBA regroupe le Honduras, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua, l'Équateur, les îles caribéennes de Saint Vincent, les Grenadines, Antigua et Barbuda, et la Dominique. Zelaya a également intégré son pays à **PetroCaribe**, un accord régional en matière pétrolière et sociale lancé à l'initiative du Venezuela.

Voici donc le deuxième «pêché» de Zelaya : s'être rapproché de ce qu'on pourrait appeler «l'axe du mal latino-américain». Mais par cette inclusion régionale, le président libéral menaçait en plus de toucher un secteur très sensible, celui du juteux marché des firmes pharmaceutiques. En effet, les accords de l'ALBA incluaient une coopération commerciale entre les gouvernements de Cuba et du Honduras. Le pays centre-américain importerait dorénavant des médicaments génériques fabriqués par La Havane. Selon l'Observatoire social centre-américain, au Honduras plus de 80 % des médicaments sont importés par des multinationales (*GlaxoSmithKline, Sanofi-Aventis, Pfizer, les Laboratoires Stein, Novartis, Bristol-Myers, etc.*).

Les entreprises pharmaceutiques sont un lobby puissant, la presse en est un autre. Les chaînes privées et les principaux journaux menaient une campagne contre Zelaya depuis des mois. Dès les premières heures du coup d'État, ils ont confirmé dans quel camp ils se trouvaient, en qualifiant l'action de «*transition constitutionnelle*» ou de «*sauvegarde de la constitution*» par les militaires. Les quelques médias qui tentaient d'informer sur la situation ont vite été fermés par les putschistes ou sommés de se tenir à carreau.

La presse, l'argent et la politique ne font qu'un au Honduras. L'un des principaux journaux, *La Tribuna*, appartient par exemple à Carlos Flores Facussé, un homme très puissant proche de Micheletti et suspecté d'être l'un des principaux idéologues du coup d'État. Facussé fut également président du Honduras entre 1998 et 2002.

## Un coup d'État sans les «Gringos» ?

Lors d'une interview avec le quotidien argentin *Página 12*, le président du Syndicat professionnel des instituteurs du Honduras (l'une des plus importantes forces mobilisées contre le régime dictatorial), Bertín Alfaro, résumait

assez bien le pourquoi du renversement de Manuel Zelaya.

*«Pour la première fois depuis 1981 un président assumait la défense des plus pauvres. Mel (Zelaya) a signé l'entrée du Honduras à l'ALBA, il a voulu convertir la base militaire US de Palmerola en aéroport commercial et il a tenu sa parole envers les travailleurs en augmentant le salaire minimum. Il a également augmenté le salaire de base des instituteurs (actuellement de 600 dollars par mois)».*

Ces mesures, pas bien radicales en soi, étaient déjà devenues insupportables pour l'oligarchie locale habituée à régner sans partage, et surtout effrayée à l'idée que le pays ne devienne allié du Venezuela «castro-communiste», comme elle se plaît à le qualifier.

*«À cause de cela, poursuit Mr. Alfaro, le patronat s'est retourné contre Zelaya. Les États-Unis aussi. La consultation populaire du 28 juin pour savoir si le peuple voulait réformer la constitution fut la dernière chose qu'il a essayé de changer».*

Les États-Unis disposent en effet de la base militaire de Soto Cano dans la localité de Palmerola, à 70 km au nord de Tegucigalpa, la capitale. Environ 600 soldats US opèrent sur cette base (officiellement pour combattre le trafic de drogue) qui est aussi le siège de l'Armée de l'Air hondurienne et de son école d'aviation militaire.

Dans les jours qui ont suivi son expulsion du pays, Manuel Zelaya a affirmé que l'avion qui l'avait emmené au Nicaragua avait fait escale sur la base américaine de Palmerola. L'information fut par la suite confirmée par le porte-parole du Département d'État, Philip Crowley, qui a cependant précisé que le personnel nord-américain «n'avait pas connaissance» de ce qui se passait ni collaboré «aux décisions concernant l'atterrissage, le chargement de combustible ni le décollage» de l'appareil.

La question de la participation des États-Unis au coup d'État reste entière. Bien que ceux-ci se disent officiellement favorables au retour de la démocratie,

leur position est restée très ambiguë depuis le premier jour. Alors que tous les pays d'Amérique latine ainsi que l'Union européenne ont rappelé leurs ambassadeurs, Washington le maintient toujours sur place. Et la faiblesse des réactions face aux arrestations arbitraires, à la fermeture de médias indépendants et à la mort de plusieurs manifestants, contraste avec les condamnations fermes auxquelles Washington nous a habitué, selon les pays concernés.

En fait, le Honduras semble avoir fait les frais de sa position d'élément le plus instable de l'ALBA. Provenant du Parti libéral, Manuel Zelaya ne disposait pas d'une base sociale suffisante pour pouvoir renverser la situation, comme ce fut le cas lors du coup d'État au Venezuela en 2002. Zelaya n'est pas un leader populaire, c'est un homme politique qui s'est aventuré sur le chemin d'un changement, certes timide et progressif, mais qui menaçait de toucher aux intérêts des oligarchies locales et transnationales.



Le coup porté contre ce petit pays d'Amérique centrale doit servir d'avertissement pour les autres membres du bloc. Cela démontre que les choses n'ont pas vraiment changé en Amérique latine et que le style jeune et sympathique de Barack Obama n'altère pas les prétentions hégémoniques des États-Unis, qui n'ont pas renoncé à reprendre la main dans ce qu'ils considèrent comme leur «arrière-cour».

### Les élections, une solution ?

Aujourd'hui le panorama est plus sombre que jamais et, vu le rapport de force actuel, la possibilité d'un retour de Zelaya au pouvoir est pratiquement nulle. Le régime en place prétend

organiser et superviser les élections prévues en novembre, auxquelles Zelaya ne peut de toute façon pas se représenter.

Les mouvements sociaux, regroupés au sein du *Front national de résistance contre le coup d'État*, estiment pour leur part que des élections générales sans restitution de l'ordre constitutionnel légitimeraient l'action violente des militaires. Dans ces conditions, ils les considèrent donc inacceptables.

*«Quelles élections peuvent avoir lieu si le peuple ne veut rien savoir des candidats des partis traditionnels? Elvin Santos (le candidat du Parti libéral, le parti «de Zelaya») est un putschiste, un représentant de l'oligarchie»,* explique pour sa part Bertín Alfaro. Il n'est pas inutile de rappeler que Roberto Micheletti, ex-président du Congrès et actuellement à la tête du gouvernement dictatorial, est lui aussi membre du Parti libéral.

Ces dernières semaines, les mobilisations du *Front national de résistance* paraissent avoir faibli, le mouvement fatigue mais ne se rend pas. *«Les ouvriers, les paysans, les instituteurs, le peuple est avec le président Zelaya. Les entreprises privées, le Congrès, l'Église et les grands médias sont avec Micheletti. Nous sentons que si la situation ne s'arrange pas, on pourrait voir surgir des groupes guérilleros dans le pays. Il y a environ 2000 personnes qui s'entraînent actuellement au Nicaragua. Le jour où Mel reviendra, le peuple se chargera de le recevoir. Et il pourrait y avoir une grande quantité de morts»,* prévient le président du Syndicat des instituteurs.

Mais le prix à payer pour une telle option semble trop lourd et les conditions ne sont actuellement pas favorables à un mouvement armé. *«Nous ne voulons pas en venir à une résistance armée, cela provoquerait la mort de nombreux innocents et la direction syndicale en perdrait le contrôle. Nous voulons continuer sur la voie pacifique».*

**SÉBASTIEN BRULEZ**

# Washington amplifie sa présence militaire sur le continent

Face à montée de l'unité latino-américaine et au développement de blocs régionaux comme le sont l'**ALBA (Alternative bolivarienne pour l'Amérique)**, **PetroCaribe (accords aux niveaux pétroliers et sociaux)**, la **Banque du Sud** ou encore l'**Unasur (Union des Nations sud-américaines)**, les États-Unis tentent de reprendre la main dans la région en augmentant drastiquement leur présence militaire.

Le gouvernement d'Alvaro Uribe a annoncé récemment son intention d'autoriser les États-Unis à utiliser sept bases militaires en territoire colombien, officiellement pour combattre le trafic de drogue et les groupes insurgés. De cette façon, Washington s'offre en fait une porte d'entrée sur tout le continent et ses ressources naturelles, parmi lesquelles l'Amazonie. La Colombie dispose en effet de cinq frontières (avec le Panama, le Venezuela, le Brésil, le Pérou et l'Équateur) et d'un accès à deux océans (Pacifique et Atlantique par la mer des Caraïbes).

Jusqu'à présent la politique de Washington avait consisté à surarmer

la Colombie, son allié stratégique dans la région, et ainsi créer un déséquilibre militaire en faveur de celle-ci face à d'autres pays considérés comme des menaces potentielles. Stratégie bien connue et qui a fait ses preuves au Proche-Orient avec l'État d'Israël.

Depuis 2000, les États-Unis ont apporté plus de 5,5 milliards de dollars à la Colombie à travers le Plan *Colombia*. Le pays est ainsi devenu le premier récepteur d'aide militaire étasunienne du continent et le troisième du monde.



Alors que les médias accusent fréquemment le Venezuela d'être le responsable d'une course aux armements en Amérique latine (notamment pour ses achats d'armes ou d'avions *Sukhoi* à la Russie), très peu se donnent la peine d'expliquer ce qui se passe en Colombie et quel budget y est dépensé en armement.

Avec l'excuse de la «lutte contre le terrorisme» (dans ce cas-ci les FARC, l'ELN et les groupes paramilitaires

d'extrême droite), les forces armées colombiennes sont en fait les mieux équipées du continent.

Alors que le Brésil, le plus grand pays du cône sud, consacre 1,5 % de son PIB à la défense, la Colombie en consacre officiellement 3,8 %. Et, selon le journaliste uruguayen Raúl Zibechi, des études indépendantes estiment que les dépenses militaires de Bogota s'élèvent en réalité à 6,5 % du PIB, bien au-dessus des dépenses des États-Unis eux-mêmes en la matière.

De plus, la Colombie est aussi le pays qui destine la plus importante partie de son budget militaire à l'acquisition d'équipements, 25 %. Alors que le Venezuela y destine dix fois moins, 2,3 %. La Colombie dispose également de la plus grande armée du continent. Ses troupes sont passées de 86 000 hommes en 1986 à 120 000 en 1994. Ce chiffre a ensuite doublé en à peine 15 ans avec le lancement du Plan *Colombia*, atteignant actuellement les 217 000 hommes. Cependant, si on ajoute à cela la totalité des effectifs de défense, de sécurité et de police, on comptabilise 460 000 hommes. Face à cela, le Venezuela voisin ne pèse pas très lourd avec ses 63 000 hommes.

En plus des sept nouvelles bases dont ils disposeront très prochainement en Colombie, les États-Unis peuvent également compter sur leurs installations militaires dans les pays suivants: Honduras, El Salvador, Costa Rica, Pérou, Paraguay, ainsi que sur îles de Aruba, Curacao, Puerto Rico et Cuba (Guantanamo). La fermeture de la base équatorienne de Manta (suite au refus du président Correa d'en renouveler le contrat) est donc plus que largement compensée.

Enfin, il est bon de rappeler que, en juillet 2008, l'armée américaine a réactivé sa quatrième flotte, chargée de patrouiller les mers du continent latino-américain. Cette flotte n'était plus active depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.



La force aérienne colombienne est équipée de chasseurs Kfir, de fabrication israélienne, ici sur la base de Palanquero. Ils côtoieront sous peu les Awacs et Orion de l'US Air Force dans leur «chasse aux terroristes et narco-trafiquants».

# Bonne fiesta à Tel-Aviv au Bourgmestre de Bruxelles!

Monsieur Freddy Thielemans,

Je me permets de vous envoyer cette lettre pour vous féliciter de votre initiative de participer aux festivités du 100<sup>ème</sup> anniversaire de la création de la ville de Tel-Aviv. Je suis ainsi heureux d'apprendre que nos impôts serviront à couvrir les frais de votre voyage et à fleurir une grande place à Tel-Aviv. Votre participation aux festivités de ce pays démocratique, respectueux des droits de l'homme et doté, selon votre ami travailliste, M. Ehoud Barak, de l'armée *«la plus humaine et respectueuse au monde»*, est un honneur pour nous. Et c'est en tant qu'enfant du pays que je me permets de vous donner quelques conseils pour votre séjour.

Pendant que vous fêterez cet événement avec votre ami M. Ron Huldai, bourgmestre de Tel-Aviv, celui-ci vous offrira certainement une visite guidée de la ville. Une fois dans le quartier sud de Tel-Aviv, dans une magnifique petite ville appelée Jaffa, vous allez découvrir des vieilles maisons, dont certaines existent depuis plus de cinq siècles et pourtant, ce sont des familles juives israéliennes qui y habitent... Évitez de poser des questions, il ne faut surtout pas savoir à qui appartenaient ces maisons et où sont aujourd'hui leurs propriétaires. De même, il ne vous servirait à rien de savoir l'origine du nom de Tel-Aviv, il serait aussi indélicat d'évoquer le nom du village arabe *«Tel Alrabih»* à la place duquel cette magnifique Tel-Aviv a été construite.

Visitez également, à 15 km à peine à l'est de Tel-Aviv, la ville forteresse de Qualquilia, encerclée par une magnifique muraille offerte par l'État d'Israël. En vous rapprochant, ne soyez pas effrayé, car on a l'impression de rentrer dans un grand zoo, peuplé de sauvages. Une fois à l'intérieur, vous rencontrerez des gens simples et, en tant que bourgmestre belge, vous serez certainement très bien accueilli. Car les habitants là-bas ont l'habitude de voir des Belges courageux venir manifester leur solidarité. Il vaudrait mieux cependant ne rien dire de votre fiesta de Tel-Aviv.



Une deuxième étape importante et très exotique est à environ 70 km au sud de Tel-Aviv, dans une région appelé Gaza. Étant donné que les habitants de cette étroite bande sont depuis longtemps enfermés, il vaudrait mieux que vous survoliez la zone. Une fois à Gaza, s'il vous plaît, s'il vous reste quelques fleurs qui auront servi à décorer Tel-Aviv, lancez-les sur les habitants. Ils en seront certainement très heureux et surpris, rien ne leur est tombé du ciel depuis tant de temps. Et puis, comme ce sont des gens simples et naïfs, en apprenant qu'il s'agit de fleurs belges, ils en oublieront peut-être les mitrailleuses 500 mm, également belges, qui décorent les chars de l'armée si humaine d'Israël. Ils en oublieront aussi peut-être comment ces armes belges ont contribué aux massacres de la population civile.



Je vous invite également à visiter ma ville natale de Bethléem. Sur le chemin, profitez-en pour visiter la vieille ville de Jérusalem, ne soyez pas non plus effrayé en voyant des soldats aux

entrées des ces villes. Ces sont des gentils soldats, ils vous laisseront certainement passer sans problème. Vous aurez de la chance de visiter cette ville: personnellement, je n'ai pu m'y rendre depuis dix ans. Pourtant, je suis né à une dizaine de kilomètres de là, ma famille y habite encore et que je passe chaque année tout près de Jérusalem...

J'aimerais aussi vous demander une faveur, une fois à Bethléem, faites un détour par mon village de Wadi Fouqin, ce village tranquille a été dérangé par ce qu'on appelle des colons, dont certains sont d'origine belge... Eux ne sont pas très gentils, ils détruisent nos cultures et notre village. Les quelques oliviers restants faisaient partie d'une énorme vallée qui, il y a quelques années encore, était remplie de fruits et de légumes faisant vivre des centaines de familles d'un peuple, dit palestinien.

Pourriez-vous, s'il vous plaît, demander à votre ami Ron Hulaï d'intervenir pour demander aux gentils colons de ne pas arracher le reste des ces oliviers? Pour ne rien vous cacher, peu avant mon arrivée en Belgique, en 1993 pour y faire mes études, j'ai participé à la culture de ces oliviers, c'est la raison pour laquelle j'y suis particulièrement attaché.

Finalement, je suis ravi de me rendre compte que vous êtes un homme de gauche, avec des valeurs et des principes. Il y a encore quelques mois, à la veille des élections de juin dernier, face à la mobilisation de certains de vos camarades au PS pour la cause palestinienne, vous l'avez instrumentalisée afin de gagner les voix de certaines communautés, sensibles à ce problème. Finalement, je me réjouis presque de ce que votre attitude aujourd'hui confirme mon intuition, à savoir que le PS ne se soucie des problèmes du peuple palestinien qu'en période électorale...

Un bon voyage, M. le Bourgmestre, dans ce pays d'Israël.

**RAED ATIEH**

Citoyen belgo-palestinien

# Quelle solidarité avec le peuple iranien ?

Lectrice fidèle et collaboratrice occasionnelle du *DR*, j'ai été interpellée par l'article paru dans le n° 28, sous le titre *L'Iran : une nouvelle phase de la Révolution de 1979?*. Les événements qui secouent l'Iran, sont très importants et méritaient qu'on s'y intéresse, non seulement à l'occasion de ces dernières élections mais parce qu'il me semble indéniable que l'orientation du régime d'Ahmadinedjad sort quelque peu du schéma connu jusqu'ici dans la révolution islamique. D'autre part, on ne peut pas ignorer que ces élections ne sont pas une « affaire intérieure », mais un champ d'affrontement de forces mondiales très contradictoires. L'article sus-mentionné a le mérite de poser le problème. Mais il ne donne pas, à mon avis, une idée globale des enjeux, en particulier internationaux.



Action symbolique de solidarité et de protestation au Mexique, en 2007, contre les exécutions de jeunes en Iran.

Récemment encore, l'image de l'Iran véhiculée par les médias et trop souvent répercutée par nos propres mouvements, était celle d'un pays pris de folie des grandeurs, voulant se doter d'une industrie nucléaire vouée uniquement à menacer l'Occident tout entier, et en premier lieu Israël, et contre lequel un bouclier anti-missile était indispensable. Ainsi, ce pays richissime en pétrole et donc, selon les dires des experts aux ordres, « non nécessaires » du nucléaire civil, serait le prototype même d'État voyou. L'OTAN, au sommet de Strasbourg d'avril 2009, classait ainsi l'Iran parmi les plus sérieuses menaces à la sécurité mondiale. C'est dans ce contexte qu'arrivent les élections et que fait son apparition, comme par miracle, une force politique exemplairement « démocratique » au sein du mouvement islamique, une force si massive qu'elle aurait remporté plus de 60 % des voix et dont la victoire aurait donc été volée.

Sans vouloir entrer dans une bataille de chiffres, nous devrions peut-être nous demander si le fait que la politique extérieure du Président Ahmadinedjad de claire résistance aux États-Unis et à Israël et, sur le plan européen, à la politique ouvertement pro-sioniste de Sarkozy, n'est pas pour quelque chose dans le grand soutien politique et médiatique qui reçoivent les opposants au président iranien. En tout cas,

nous l'avons déjà tellement vu, en Yougoslavie, en Géorgie, en Ukraine, au Venezuela... : chaque fois qu'un régime déplaît aux mandarins de Washington et de l'OTAN, les résultats électoraux sont contestés et des « révolutions de couleur » se mettent immédiatement en place. Avec, dans le cas iranien, le fait que ces manifestations semblent être le fait des gens des classes moyennes et urbaines et non pas du prolétariat ni de la ruralité, composantes majoritaires de la grande population pauvre de ce pays.

L'accusation de fraude électorale massive dont le gouvernement Ahmadinedjad se serait rendu coupable reste, en plus, non démontrée et, en tout cas ne semble pas être très innocente ! La victoire électorale de Ahmadinedjad suscite effectivement l'inquiétude au sein de la droite, européenne ou états-unienne, et ce pour les mêmes raisons qu'elle s'inquiète des victoires électorales des gouvernements progressistes en Amérique Latine. Leur souci vient du fait des nouvelles politiques de ces États qui ne dépendent plus des intérêts des empires et échappent au contrôle des puissances dominantes.

Ce n'est donc pas par hasard si, dans le cas de l'Iran, ce sont les courants pro-occidentaux et néo-libéraux islamistes dirigés par Rafsandjani et Khatami qui

ont mis Moussavi en avant. Ils avaient imposé leur emprise sur le pays, jusqu'à ce que Ahmadinedjad arrive et ils ont souffert des changements politiques, économiques et sociaux imposés par le nouveau président. En ce sens, il serait politiquement intéressant de se demander pourquoi les bénéficiaires de la vieille bureaucratie religieuse et des mafias qui usurpaient à leur profit les bénéfices de l'économie étatisée sont si actifs contre ce Président qui prétend vouloir revenir aux sources de la Révolution de 1979.

L'on peut aussi exprimer une certaine surprise : que les grands médias et les diplomates réactionnaires crient à la fraude et poussent à la chute d'Ahadinedjad, c'est normal ! Que des gens de gauche le fassent sans trop se différencier l'est bien moins. Ainsi, au lieu de critiquer Chavez pour son soutien à Ahmadinedjad (comme l'ont fait récemment plusieurs responsables politiques de gauche), on devrait se demander pourquoi le gouvernement vénézuélien, ainsi que ceux de Bolivie, d'Équateur, du Nicaragua, de Cuba..., ont une position de soutien au gouvernement iranien : n'est-ce justement pas là que se trouve une des pistes de réflexion sur la nécessaire solidarité avec le peuple iranien ?

**CLAUDINE POLET**

# Obama progressiste ?

«Par leurs actes, tu les connaîtras», dit le vieux dicton d'origine biblique; et ce sont certains de ces actes, assez discrets généralement, qui semblent nous montrer comment, derrière ce grand communicateur qu'est le Président américain, rien ne change vraiment dans la politique internationale des États-Unis; bien au contraire, elle semble devenir plus affinée et perfide, mais sans jamais perdre de vue les objectifs de toujours de l'empire. Ainsi, lors du coup d'état de la droite réactionnaire au Honduras, il a fait usage de formules alambiquées pour donner l'impression de le condamner. Quand on lui demande pourquoi il ne fait rien de concret, il répond habilement: «ceux qui ont toujours accusé les États-Unis d'interventionnisme les accusent maintenant de ne pas être interventionnistes». Or entre «intervenir» et «ne pas intervenir», il y a des nuances ou, si l'on veut, des manières.

Ainsi, son administration vient d'autoriser la participation des forces navales du Honduras putschiste aux exercices que la IV<sup>ème</sup> flotte des États-Unis, nouvellement reconstruite, qui

doivent se dérouler avec des pays de la zone Caraïbe. Cette invitation aux putschistes galonnés du Honduras ne peut être interprétée autrement que comme la pleine reconnaissance de Washington au gouvernement illégal de Tegucigalpa.

Avec exactement la même «finesse», le *Fonds monétaire international* vient à son tour de faire un signe éclatant, non seulement de reconnaissance, mais de soutien matériel déclaré au régime putschiste, puisqu'il vient d'accorder à ce pays, lors de sa réunion du 28 août, un prêt de 150 millions de dollars. Somme indispensable pour que le gouvernement puisse continuer à fonctionner aisément et qui ne représente que la première tranche d'une aide qui devra être augmentée très prochainement par cet organisme dirigé par le socialiste Dominique Strauss-Khan, mais dont les vrais manettes du pouvoir se trouvent à Washington ou, plus exactement, à Wall Street. Voilà un cas d'école montrant comment le Président des États-Unis intervient tout en se défendant d'intervenir afin de pouvoir mieux intervenir.

# Die Linke, l'unité des forces et la force de l'unité

Ils étaient ravis le soir du dernier dimanche d'août, Oskar Lafontaine, Lothar Bisky et le peuple de gauche de cette Allemagne si longtemps considérée parmi les «derniers de la classe» de la «gauche de la gauche» de la vieille Europe. Voici en effet que lors de trois élections régionales, le parti Die Linke franchit le seuil des 20 %, non seulement à l'est, en Thuringe et en Saxe, où il se paie le luxe de dépasser – et nettement – le Parti social-démocrate (SPD), mais aussi en Sarre, donc à l'ouest, où DL fait mieux que Verts et libéraux additionnés. De quoi faire pâlir d'envie les anciens grands partis de la gauche radicale européenne...

Ainsi, les choses se présentent sombrement pour Madame Merkel si persuadée, il y a seulement quelques semaines,

qu'un boulevard électoral s'ouvrirait devant elle pour les élections législatives de septembre. Voilà donc que la gauche radicale s'invite, sans trop prévenir, à perturber son soliloque d'arrogance. Pire encore, tout indique que la leçon sera encore plus amère pour son parti, la CDU, et son demi-concurrent, le SPD, puisque toutes les prévisions indiquent que Die Linke dépassera largement, au niveau national, les 10 % des voix dont il était crédité il y n'a pas si longtemps. Demi-concurrent ou demi-opposant, disions nous, puisque lors des moments cruciaux, nous voyons que leur unité de fond est plus forte que leur opposition d'opportunité. Ainsi, face au récent massacre de civils en Afghanistan par des initiatives meurtrières ordonnées par les forces allemandes d'occupation

# Seule contre Israël

Elle avait seulement 14 ans, Amira Alquerem, lorsqu'une violente explosion la réveille lors de l'agression israélienne de l'année dernière. Elle quitte la maison en courant et découvre devant la porte de la maison le cadavre de son père Fathi, 42 ans, horriblement déchiqueté. Ce ne fut pas assez de malheur pour cette jeune étudiante puisque, gravement blessée aux jambes, elle retrouve ensuite, sans vie, les corps de sa petite sœur Ismet et son grand frère Alah.

Retrouvée chez elle après une quarantaine d'heures de souffrance, elle fut soignée en urgence par des médecins palestiniens et aujourd'hui, marchant toujours avec des béquilles, elle garde le souvenir de cette nuit atroce. Mais elle garde surtout la volonté de résister: c'est ainsi que ce 31 août 2009, cette jeune fille de Gaza est entrée dans l'histoire en déposant une plainte contre l'État d'Israël devant la Cour pénale internationale à La Haye. Elle accuse Israël d'homicides contre les membres de sa famille, de crimes de guerre contre son peuple, et de crimes contre l'humanité.

Interrogée sur le pourquoi de son geste, sur la raison qui la pousse à rouvrir et raviver ces plaies, elle répond du haut de ses quinze ans: «Parce que j'ai compris maintenant; et parce que, ayant tout compris, je ne peux rester sans rien faire».

de ce pays, on a pu voir que les «différences» se sont tues et ces deux partis se sont soudés pour justifier ce crime. Pour Die Linke, ces résultats constituent la reconnaissance d'une population envers un programme clair et crédible de revendications populaires et le soutien à une politique unitaire fondé sur deux grands piliers: un mouvement syndical militant, très proche des luttes réelles, et une direction politique sachant associer des forces diverses de la contestation du système.

PABLO RODRIGUEZ

# Prolétaires de tous les stades, unissez-vous! Adana DemirSpor – AS Livorno Calcio: Un match pas comme les autres!

Dans l'univers maffieux, raciste et friqué du football, l'équipe de l'AS Livorno Calcio qui joue en série A en Italie, c'est comme une bouffée d'air antifasciste, un vent d'espoir social, l'affirmation d'une conscience prolétaire et digne. Les milliers de supporters de cette équipe, créée en 1915 par des ouvriers des chantiers navals, arborent fièrement des drapeaux rouges frappés du marteau et de la faucille ou de l'effigie de Che Guevara dans les tribunes bouillonnantes du stade principal de cette ville toscane qui vit naître, en janvier 1921, le Parti communiste italien d'Antonio Gramsci. À Livourne, il n'est d'ailleurs pas rare de croiser des tifosi en T-shirts portant l'inscription «Stalingrad 43», une ville et une année qui virent sonner le glas pour l'Empire nazi et ses alliés mussoliniens devant la résistance soviétique.

En novembre 2003, les supporters de l'AS Livorno avaient refusé d'observer une minute de silence en hommage aux 19 soldats italiens tués à Nassirya par la résistance irakienne. Ils avaient même eu l'audace et le culot de crier: «10, 100, 1000 Nassirya!». Plus récemment, en hiver dernier, les *compagni* ont brûlé de nombreux drapeaux israéliens pour saluer les habitants de Gaza subissant l'enfer des bombardements.

De son côté, Adana Demirspor, c'est l'équipe fétiche de la ville méridionale d'Adana en Turquie, l'ancienne Antioche de Cilicie, où il y a moins d'un siècle, vivaient encore plusieurs dizaines de milliers d'Arméniens avant que les milices ottomanes d'Abdulhamid II d'abord, les troupes jeunes-turques ensuite, ne les déportent et ne les massacrent. Adana reste néanmoins une ville multi-ethnique où cohabitent Turkmènes, Kurdes, Arabes, et Circassiens, et où se développe une contre-culture vivace qui



s'affirme notamment dans les tribunes de l'Adana Demirspor.

On y chante par exemple les chansons révolutionnaires du groupe Yorum. On y agite le drapeau rouge à l'effigie du guérillero argentin. On y défend des causes écologiques ou sociales à tue-tête ou sur des banderoles. Après l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink le 19 janvier 2007, les tribunes de l'Adana Demirspor avaient fait la une des médias turcs parce que des supporters avaient crié: «Nous sommes tous des Hrant Dink. Nous sommes tous des Arméniens».

Créée en 1940 par des ouvriers des chemins de fer, Adana Demirspor, c'est donc aussi un peu le pendant anatolien de l'AS Livorno, quoique doté d'un

palmarès militant et sportif plus modeste. Il y a dix ans, cette équipe ouvrière, était encore en «Süperlig», la D1 turque. Mais depuis, le club a chuté et se retrouve aujourd'hui dans le groupe 4 de la D2.

Le club reste néanmoins très populaire dans la région d'Adana, et, plus généralement, parmi le peuple de gauche dans toute la Turquie. C'est ainsi dans son stade que l'Adana Demirspor accueillait ce début septembre la *squadra* de Livourne devant plus de 16 000 spectateurs, pour un match amical sur fond de *Bella Ciao* chanté en turc et en italien et placé sous le signe de l'antiracisme et de la solidarité avec la camarade Güler Zere incarcérée depuis presque 15 ans dans les geôles de l'état turc.

Ce match, conclu finalement avec un score de 0 à 0, fut en somme un moment d'unité des ouvriers italiens et turcs contre un ennemi commun qui aligne deux attaquants aussi acharnés que vicieux, deux grands buteurs du capitalisme international, pour qui tous les coups sont permis et dont les cartons rouges se font trop attendre: Erdogan et Berlusconi.



**BAHAR KIMYONGÜR**

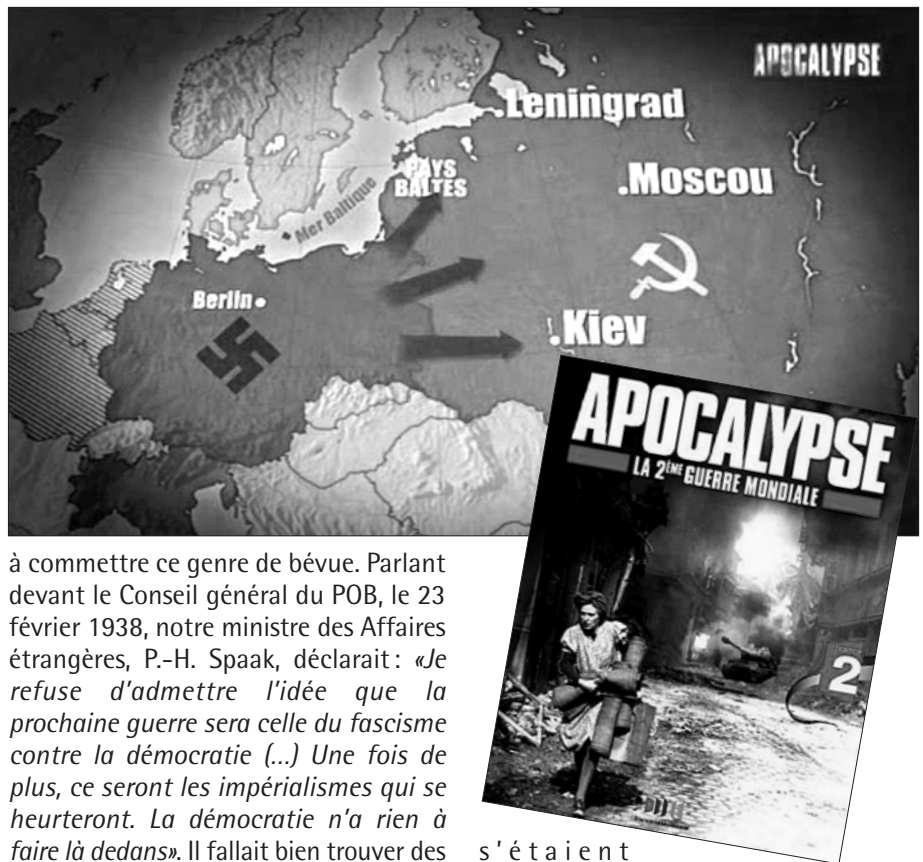
Supporter des deux équipes

# «Apocalypse» : L'histoire et la propagande

Il n'est pas trop tard pour revenir sur l'émission «Apocalypse» (six épisodes) que la RTBF a diffusée récemment à l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Seconde guerre mondiale. Globalement, on ne saurait nier l'intérêt historique – et politique – de cette émission dans la mesure où elle participe d'un travail de mémoire absolument indispensable, sans parler de ses indéniables qualités télévisuelles.

Cela étant admis, on regrettera que l'entrée en matière de cette émission et, plus particulièrement, l'évocation du *Pacte de non-agression germano-soviétique* de 1939 aient été traitées comme s'il était légitime d'affirmer n'importe quoi à partir du moment où il est fait mention du ténébreux Joseph Staline. Certes, ce n'est pas la première fois que l'on nous propose une interprétation tendancieuse de ce pacte, mais on n'a que rarement été aussi loin dans le simplisme délibéré, voire dans le mépris de la vérité historique. En effet, outre qu'il n'a scellé aucune «alliance», contrairement à ce que l'émission donne à croire, le *Pacte germano-soviétique* n'aurait jamais vu le jour si, l'année précédente, les démocraties occidentales n'avaient pas sacrifié la Tchécoslovaquie à une paix illusoire en concluant les *Accords de Munich* avec Hitler. Accords à propos desquels Churchill lui-même reprocha publiquement à Chamberlain de conduire l'Europe «par le pire des chemins vers la pire des guerres», autrement dit vers l'apocalypse dont il est ici question.

Bien entendu, le fait de reconnaître cette évidence n'implique pas que l'on vante les mérites de Staline. L'ex-leader soviétique commit lui-même une coûteuse erreur politique en s'obstinant à croire, après le pacte, que les contradictions inter-impérialistes l'avaient emporté une fois pour toutes sur l'anti-soviétisme, et cela malgré les sérieux avertissements qui lui furent adressés. Lui aussi sous-estima alors le facteur politique nouveau qu'avait introduit le nazisme dans les comportements du vieil impérialisme allemand. Lui aussi... Car il ne fut pas le seul, pour le moins,



à commettre ce genre de bévue. Parlant devant le Conseil général du POB, le 23 février 1938, notre ministre des Affaires étrangères, P.-H. Spaak, déclarait : «Je refuse d'admettre l'idée que la prochaine guerre sera celle du fascisme contre la démocratie (...). Une fois de plus, ce seront les impérialismes qui se heurteront. La démocratie n'a rien à faire là dedans». Il fallait bien trouver des arguments «de gauche» pour défendre la neutralité belge, en l'occurrence la manière belge de refuser, comme la France et la Grande Bretagne, les accords de sécurité collective antinazis que l'URSS proposait à l'époque et qui, seuls, auraient pu prévenir le désastre.

Et ceci nous ramène à l'émission de la RTBF qui, dans son entrée en matière, insiste sur les malheurs de la Pologne en renvoyant dos à dos le III<sup>ème</sup> Reich et l'URSS. On ne pouvait mieux dissimuler la part de responsabilité incombant à la Pologne des années 30 dans l'origine de ses propres malheurs qu'en omettant de signaler que son gouvernement (réactionnaire) fut un des principaux opposants aux accords de sécurité collective proposés par l'URSS. Même au printemps 1939, Varsovie refusa de s'associer à toute entente incluant l'URSS alors que, dans un trop bref moment de lucidité, le *Foreign Office* s'était décidé à lui en faire la suggestion. On notera au surplus qu'en septembre de la même année, après l'agression allemande, les troupes soviétiques se bornèrent à occuper des territoires que la Pologne

s'étaient appropriés à la faveur de la contre-révolution, en 1921, et ce jusqu'à une limite frontalière qui avait été fixée auparavant par les... Britanniques, en l'occurrence la ligne *Curzon* (laquelle sépare toujours la Pologne actuelle de la Biélorussie et de l'Ukraine sans faire l'objet de contestations).

Rappelons en outre que la Pologne n'avait pas hésité, en 1938, à s'associer à l'Allemagne et à la Hongrie horthyste pour dépecer la Tchécoslovaquie, «détail» qu'une certaine vision (dominante) de l'Histoire contemporaine – celle d'«Apocalypse» entre autres – réserve volontiers à ses oubliettes. Aussi est-il quelque peu simpliste de présenter la Pologne de 1939 comme une innocente victime des «totalitarismes», même si l'agression nazie reste une infamie, même si rien ne peut excuser le massacre de Katyn, dont la responsabilité principale incombait évidemment à Staline et qui fit le bonheur de la propagande nazie durant les hostilités.

CLAUDE RENARD

# Jan Debrouwere n'est plus

Ce 2 juin à l'aube, Jan Debrouwere est mort à l'hôpital d'Anvers; il avait 83 ans. Avec son départ, je perds un ami avec qui je partageais, en plus des projets politiques, le même attachement pour le jazz. Le Parti a perdu un camarade d'une grande expérience internationale et d'un rare talent pour l'écriture et l'activité intellectuelle. La gauche radicale flamande a perdu un de ses combattants obstinés pour l'unité.

Jan fut un des jeunes dirigeants du Parti de la période d'après-guerre. Il fut membre du Comité central et du Bureau Politique du Parti communiste

de Belgique, lorsqu'il était encore uni, avec, parmi ses fonctions, celle des relations internationales. À ce titre, il a été témoin privilégié des moments très importants de l'histoire du communisme international dont, notamment, les controverses et drames qu'ont connu les pays dits du «socialisme réel». Il fut également directeur politique du *Rode Vaan* et, plus tard, éditeur de notre actuel journal *Agora*.

Lorsque je suis arrivé au Parti, j'avais de Jan l'image d'un des «dinosaurés» de l'organisation, d'un «têtu» rigide,

enfermé dans ses points de vue. Sa disposition au dialogue, son esprit d'ouverture me firent découvrir une personnalité attachante, capable d'associer la joie de vivre à l'esprit militant, le jazz aux manifs, le débat à la recherche d'unité politique. Il joua un rôle important lors de l'adhésion du KP au PGE et resta toujours favorable à l'unité des forces de la gauche radicale flamandes. Ce message, son message, continuera à vivre parmi nous.

**JAAK PERQUY**

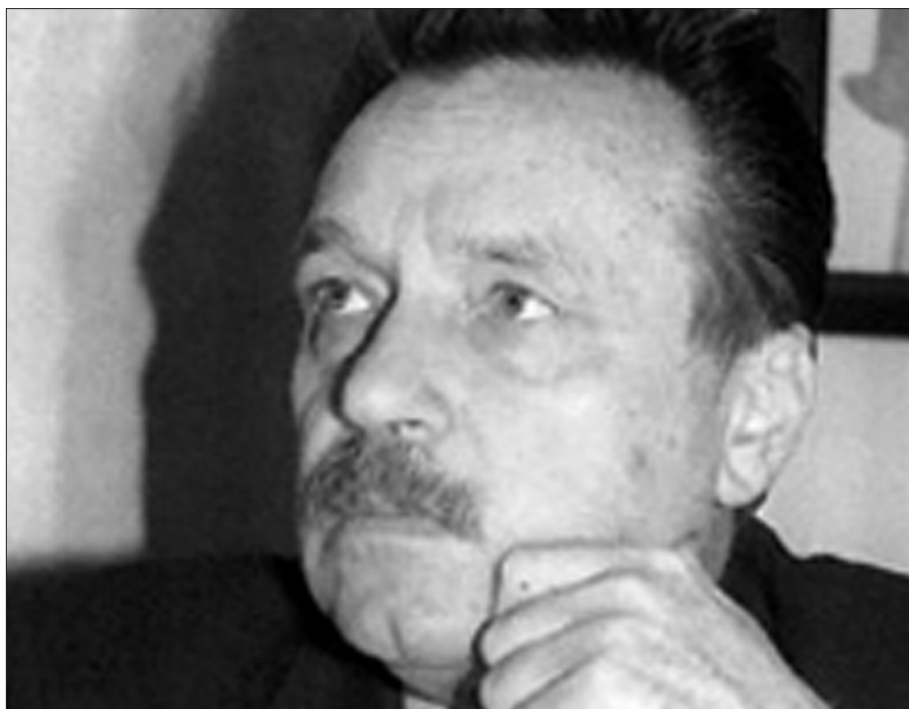
Secrétaire Politique du Kommunistische Partij

## Mort d'un républicain et socialiste : Ernest Glinne

Député de Charleroi, bourgmestre de Courcelles, ministre du Travail, président du groupe socialiste au Parlement européen, Ernest Glinne, décédé ce 10 août chez lui, fut un membre important du Parti socialiste pendant de longues années avant d'adhérer à Ecolo. Aux dernières élections, candidat du RWF, il se déclarait favorable au rattachement de la Belgique à la France.

Marqué par la grève générale de l'hiver 1960-1961, il fit partie du groupe de la gauche avec Cools, Terwagne et Hurez, groupe qu'il dut abandonner sur injonction du PSB, d'où lui vint le surnom d'«Ernest le rebelle». Avec les communistes, il lutta en faveur du droit à l'avortement. De ses engagements solidaires, il faut retenir son soutien au Chili d'Allende tout comme au Nicaragua sandiniste. Il faut signaler que, ministre, il fut aussi l'auteur des crédits d'heures octroyés aux travailleurs.

Sur le plan de la gestion et des luttes locales, Glinne fut protagoniste notoire d'un temps où le message de gauche suscitait l'adhésion des gens. «C'était aussi l'époque où la gauche socialiste et communiste récoltait à Courcelles 75 % des voix. Deux frères ennemis qui ont travaillé six ans ensemble, toi (Ernest Glinne) comme Bourgmestre, lui (Georges Glineur, député communiste de Charleroi), comme Premier échevin



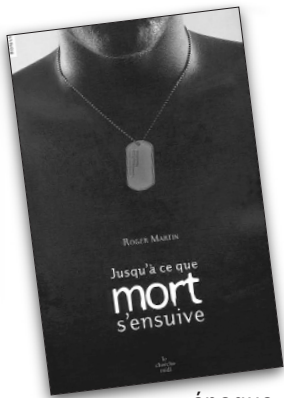
et échevin des travaux. De mémoire de Courcellois, ce fut une alliance qui innova car, bien avant le slogan "faire de la politique autrement", elle avait, par exemple soumis le budget communal annuel à l'avis de la population. Par la suite, il ne fut plus question de telles initiatives, les majorités successives devant, seules, décider», comme le rappelait, dans un dernier et émouvant hommage, le conseiller communiste courcellois, Robert Tangre, qui a longtemps côtoyé le dirigeant socialiste<sup>1</sup>.

Pourtant, comme c'est souvent le cas des itinéraires de vie longs et complexes, les communistes eurent aussi des moments de divergence et d'affrontements avec ce politicien aguerri; mais toujours dans la clarté et dans la conviction d'avoir un adversaire commun.

**P.R.**

<sup>1</sup> Pour une information plus complète sur les apports du disparu à la vie politique de sa région lire l'hommage de Robert Tangre sur [www.etincellebulletin.skynetblogs.be](http://www.etincellebulletin.skynetblogs.be)

# Voyage dans les sinistres coulisses de l'U.S. Army



Roger Martin nous livre un séduisant roman, avec en toile de fond les embarrassants secrets de l'Armée des États-Unis, tout juste sortie d'une époque où le racisme le plus primaire était la règle.

Fils d'un dirigeant de *Coca-Cola*, Douglas Bradley paraissait être un exemple vivant de la capacité de l'élite américaine à intégrer en son sein des représentants de la minorité noire. Jusqu'à ce qu'il apprenne subitement que son grand-père, dont son riche papa lui a tout caché, est mort plus de 60 ans plus tôt, en France, condamné à mort et exécuté pour viol.

S'en suit une passionnante enquête, où le jeune homme découvre l'existence et

la vie modeste de sa grand-mère – l'épouse de ce soldat noir exécuté peu après le Débarquement de 1944 –, une tante, une cousine et la veuve d'un cousin, mort quelques années plus tôt dans une autre guerre, toujours en cours celle-là, celle d'Irak, ainsi que le petit Bobby, fils de cette dernière.

Il acquiert aussi la conviction que son grand-père, qui militait contre les discriminations raciales dans l'U.S. Army, ne pouvait être un violeur. Et surtout, il prend conscience que la vision très *bushiste* de la société qu'il a héritée de son père n'est pas celle de nombreux Noirs, où le souvenir des Martin Luther King et autres Black Panthers reste très vivace.

Logiquement, il poursuit son périple outre-Atlantique, en Normandie, en Picardie et dans les Ardennes belges, à la recherche de témoins et de documents qui pourraient l'éclairer sur la vie et la mort de son aïeul. Pisté, traqué, par la DIA (services secrets dévoués à la

protection de l'Armée), Douglas extrait d'effrayants squelettes des placards moisissés de la plus puissante armée du monde, depuis le racisme brutal et vulgaire qui a y régné jusqu'aux années '60 jusqu'aux exécutions massives de soldats noirs ayant eu l'audace de se plaindre des conditions innombrables qu'on leur imposait.

Écrit dans un style vif, bien structuré, solidement documenté, le bouquin est captivant et ses 360 pages se lisent d'une traite. On reste interloqué par la violence du racisme qui sévissait alors aux États-Unis. Même si les personnages sont fictifs, le contexte et les faits mis en cause ne sont nullement des inventions de l'auteur et sont basés sur des faits réels, encore maintenus sous une chape de plomb par Washington deux générations plus tard.

G.B.

*Jusqu'à ce que mort s'ensuive*, Roger MARTIN, Éd. Le cherche midi, 2008 (17 €).

## Le chavisme décortiqué

Avec *Les 7 péchés d'Hugo Chavez*, Michel Collon se penche sur la dynamique en cours au Venezuela, sur fond d'une Amérique latine qui s'affranchit petit à petit de son puissant voisin du nord.

Les informations et analyses que nous livre l'auteur, militant anti-impérialiste et pourfendeur de médiemensonges, ont gardé la clarté et la lucidité de ses précédents ouvrages consacrés aux guerres d'Irak et de Yougoslavie. Son souci permanent de lier le local et le global lui permet d'éviter les envolées abstraites, pour se concentrer sur le processus de transformation sociale en cours dans ce pays, 5<sup>ème</sup> exportateur mondial de pétrole.

L'angle d'attaque de Michel Collon est de se demander pourquoi le régime et la personnalité de Chavez focalisent tant d'hostilité de la part de puissants médias et des principaux États occidentaux. D'où les «sept péchés» qu'on lui incrimine, de l'alphabétisation «à la cubaine» des plus pauvres de la popu-

lation à l'insoumission pratiquée à l'égard de Washington. En outre, une large section est consacrée au rôle géostratégique du pétrole et aux efforts permanents des États-Unis de s'en assurer un contrôle maximal, permettant ainsi de situer les défis auxquels fait face le Venezuela nouveau dans le contexte mondial.

Si l'auteur éprouve une vive sympathie pour Chavez, il ne cache pas les difficultés qu'affronte la révolution bolivarienne dans un pays où la manne pétrolière n'apporte pas que des bienfaits. Car l'héritage colonial, la subversion entretenue par les États-Unis, la domination des multinationales et la résistance de la bourgeoisie *compradore* n'expliquent pas seuls les hésitations, les blocages, voire les échecs, que connaissent certaines réformes chavistes, comme la réforme agraire. Sont ici visés la corruption et le bureaucratisme des fonctionnaires qui sont censés appliquer ces mesures, ainsi qu'un consumérisme, entretenu par une publicité omniprésente et boosté par l'augmentation

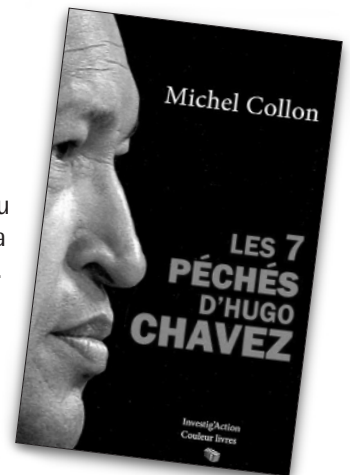
du niveau de vie de la population.

Relevons encore que, si Collon repousse

les critiques émises à l'égard de Chavez à la fois sur sa gauche (lenteur, persistance du capitalisme...) et sur sa droite (populisme, autoritarisme...), il nous semble qu'il glisse un peu vite sur les risques de fragilisation du chavisme induits par la personnalisation à outrance du *Presidente*. Enfin, regrettons que – contrairement aux livres précédents de l'auteur – aucune illustration, pas même une simple carte, ne vient oxygéner plus de 400 pages dédiées à une des expériences les plus passionnantes en cours sur notre planète.

G.B.

*Les 7 péchés d'Hugo Chavez*, Michel COLLON, Investig'Action/Couleur livres, 2009 (20 €).



COMMUNIQUÉ

# Julien Lahaut, enterré une 2<sup>ème</sup> fois!



Foulant au pied le vote intervenu en 2008 au Sénat, la ministre libérale Sabine Laruelle vient d'annoncer que l'enquête sur l'assassinat de Julien Lahaut ne serait pas effectuée. Cette enquête scientifique constituait déjà un compromis puisque de nombreuses personnalités et élus, à l'appel du PC, réclamaient une véritable commission d'enquête parlementaire. Il semble que cela soit encore trop pour certains.

Outre que la vérité sur l'assassinat d'une des figures principales du mouvement ouvrier de ce pays n'a pas de prix, l'argument financier avancé par le gouvernement est absolument fallacieux et même indécent. Le coût d'une telle enquête est dérisoire au regard des budgets de l'État. Doit-on rappeler que

plus de 20 milliards ont été trouvés en un week-end pour les banques, lesquelles ont d'ores et déjà repris leur course au profit!

Le Parti Communiste s'insurge contre cette décision éminemment politique. Certains continuent de se battre avec force contre la vérité, faisant de notre pays une véritable «monarchie bananière».

Avec tous les hommes et les femmes de gauche, notamment écologistes et militants républicains épris comme lui de vérité, le PC ne renoncera pas au respect d'une élémentaire justice.

LE BUREAU POLITIQUE  
du PARTI COMMUNISTE

## Sommaire

### L'invité du mois

Nico Cué:  
Casser la logique de la classe dirigeante  
Propos recueillis par  
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

### Lutte

Bridgestone:  
«L'enfer s'est produit à Frameries!»  
Luc DELVAUX, p. 4

### Social

La Poste: La déglingue s'accélère  
Pierre EYBEN, p. 5

Nouvelle grosse restructuration  
à l'AMP, Edouard DEPRY, p. 6

### Enseignement

La cogestion supprime la démocratie  
Louise GOTOVITCH, p. 7

### Amérique latine

Coup d'État au Honduras:  
Un avertissement pour la région?  
Sébastien BRULEZ, pp. 10 et 11

Washington amplifie sa présence  
militaire sur le continent  
Sébastien BRULEZ, p. 12

### International

Bonne fiesta à Tel-Aviv  
au Bourgmestre de Bruxelles!  
Raed ATIEH, p. 13

### Débat

Quelle solidarité avec le peuple iranien?  
Claudine PÔLET, p. 14

### Chroniques du temps qui passe

Obama progressiste? • Die Linke,  
l'unité des forces et la force de l'unité  
• Seule contre Israël  
Pablo RODRIGUEZ, p. 15

### Football

Prolétaires de tous les stades, unissez-vous!  
Adana Demirspor-AS Livorno Calcio:  
Un match pas comme les autres!  
Babar KIMYONGÛR, p. 16

### Télévision

«Apocalypse»: l'histoire et la propagande  
Claude RENARD, p. 17

### Mémoire

Jan Debrouwere n'est plus  
Jaak PERQUY, p. 18  
Mort d'un républicain et socialiste:  
Ernest Glinne, P. R., p. 18

## Où trouver le DR?

**Arlon:** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.  
**Bruxelles:** • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles  
• Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38  
avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère  
• Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Gand:**  
De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand.

**La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100  
La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21  
rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc,  
7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000  
Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis,  
7500 Tournai.



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Ruppe  
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953  
0478 822 084

Adresse électronique: [dr@belgi.net](mailto:dr@belgi.net)

Abonnement 11 numéros: 15 €  
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €  
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

**ATTENTION!** Veuillez indiquer votre adresse sur  
le bulletin de virement en communication. Merci!